



### III – Amérique latine, Asie, Afrique

*Loïc Cadiou, Sophie Chauvin, Françoise Lemoine\**<sup>1</sup>

L'Amérique latine, victime de la défiance des marchés en 2002, semble désormais réunir les éléments d'un processus vertueux. Les pressions à la baisse des monnaies ont disparu et avec elles les tensions inflationnistes. La politique monétaire assouplie desserre les contraintes budgétaires. Ce nouveau contexte laisse espérer une reprise sensible en 2004. En Asie, le ralentissement observé aux Etats-Unis et en Europe depuis la fin 2002, puis l'épidémie du SRAS ont conduit à une décélération de la croissance. La Chine, dont la montée en puissance est favorisée par la baisse du dollar et dont le marché intérieur reste étroit, produit sur les deux économies qui lui sont le plus liées des pressions déflationnistes. L'Afrique a enregistré un léger recul de sa croissance en

---

<sup>1</sup> Loïc Cadiou (Amérique latine) est gérant obligataire international au Crédit agricole asset management, Sophie Chauvin (Afrique) est économiste au CEPII, Françoise Lemoine (Asie) est économiste senior au CEPII.

2002, sous l'effet du recul des cours internationaux de certains produits de base, de conditions climatiques défavorables et de la crise politique en Côte-d'Ivoire. Les espoirs d'engagements concrets des membres du G8 en faveur du NEPAD se sont évanouis lors du sommet d'Evian.

#### **Amérique latine : prête pour un nouveau départ**

Après une année 2001 difficile, l'Amérique latine est la région du monde qui a enregistré la plus mauvaise performance en 2002 (-0.1%). Le revenu par tête n'a plus augmenté depuis 1997 et la lente réduction du taux de pauvreté de la première moitié des années quatre-vingt-dix a été interrompue. Au-delà de l'insuffisance chronique de croissance, 2001 et 2002 ont été des années de crise pour des pays importants de la zone. Le défaut argentin de Noël 2001 a été suivi d'une profonde récession en 2002 et a entraîné l'Uruguay dans sa chute. Au Venezuela, l'incertitude politique (coup d'Etat raté en avril 2002) et la dévaluation du bolivar ont conduit à une baisse de près de 9% du PIB en 2002. Les grèves générales de décembre ont encore aggravé la situation au début de l'année 2003.

Si ces difficultés n'ont pas produit de contagion majeure sur les marchés financiers mondiaux, les investisseurs sont toutefois restés très prudents. Les apports nets de capitaux privés à la région ont été de l'ordre de 28 milliard de dollars en 2002, soit le plus faible montant depuis les années quatre-vingt. La pression sur les balances des paiements des pays d'Amérique latine a conduit à une nette dépréciation des devises de la région. Dans la plupart des pays, la stabilisation du marché des changes a nécessité des hausses de taux d'intérêt importantes, accentuant le ralentissement économique. En raison de l'augmentation du coût de la dette publique (hausse des taux d'intérêt) et de son encours en pourcentage du PIB (effet de la dépréciation du change), les gouvernements ont également dû mettre en œuvre des programmes d'austérité budgétaire.

En dépit de leurs effets négatifs à court terme, ces politiques, accompagnées d'un soutien avisé des organisations internationales, se sont avérées efficaces. Elles ont permis de passer les échéances électorales de 2002 dans plusieurs pays (Colombie, Brésil, Equateur, Pérou). Premier signe de stabilisation, les devises de la région se sont appréciées depuis la fin 2002 et au cours du premier semestre 2003, corrigeant ainsi les excès du mouvement précédent. La politique monétaire a commencé à être assouplie, et

le rythme de baisse des taux d'intérêt est maintenant lié au processus de désinflation en cours au second semestre 2003. La poursuite de cette baisse, associée à la volonté de réforme des nouveaux gouvernements et à l'appétence retrouvée des investisseurs pour les titres de dette émergente, porte les espoirs d'un cercle vertueux. En effet, une reprise de la demande intérieure stimulée par des baisses de taux, à partir d'une balance courante solide et d'un taux de change encore très compétitif, est une situation nouvelle pour les pays d'Amérique latine. Croissance et baisse des taux d'intérêt ont pour effet d'alléger la contrainte budgétaire, alors que dans le même temps le retour des capitaux étrangers les plus stables (crédit-export et investissements directs) devrait aider à financer la croissance. Comme en 1993-1994, les capitaux étrangers devraient être attirés par les rendements élevés offerts par les pays émergents. Les taux d'intérêt historiquement bas aux Etats-Unis et en Europe, l'abondance de liquidités et la perspective d'une reprise progressive de l'investissement des grandes entreprises internationales sont autant de facteurs favorables aux flux de capitaux vers les pays émergents.

#### *Conjonctures nationales*

Au Brésil, les élections présidentielles d'octobre 2002 ont conduit à la première alternance politique depuis le retour de la démocratie. Emmenée par le Président Lula da Silva, la nouvelle administration travailliste a obtenu un premier succès grâce à la poursuite de politiques budgétaire et monétaire orthodoxes, puis par l'avancée de réformes structurelles importantes (retraites et fiscalité). Précédemment, l'action du FMI s'est avérée décisive à un moment où les marchés-actions mondiaux s'effondraient et où la crainte de politiques populistes de la part d'un possible gouvernement travailliste était à son comble. Avec un programme de 30 milliard de dollars simplement conditionné à la poursuite du programme en cours, le FMI a envoyé en août 2002 un signal fort aux marchés financiers et aux candidats, permettant de contenir les tensions jusqu'aux élections d'octobre.

Le prix de stabilisation financière de 2002 (hausse des taux d'intérêt et austérité budgétaire) a été un ralentissement de la croissance continu jusqu'au premier semestre 2003. Bien que particulièrement difficiles, les années 2001 et 2002 (1.5% de croissance chaque année) auront finalement conduit à un renforcement des fondamentaux brésiliens (cf. chapitre VII). Sur le plan économique d'abord, le régime de change flottant a permis d'amortir les chocs. L'économie a bien réagi à la

dépréciation du change avec une amélioration du solde commercial de plus de 10 milliard de dollars entre fin 2001 et début 2003, ayant elle-même conduit à un quasi-équilibre de la balance courante mi-2003. Sur le plan institutionnel ensuite, la loi de « responsabilité fiscale » mise en place en 1999 a passé avec succès son premier test, et l'autonomie opérationnelle de la Banque centrale a été réaffirmée par la nouvelle administration. Enfin, sur le plan politique, la démocratie brésilienne a été renforcée par cette transition gouvernementale réussie.

Au contraire du Brésil, la situation politique du Venezuela s'est fortement dégradée en 2002-2003. Le coup d'Etat raté d'avril 2002 et la grève générale initiée en décembre 2002 ont été les ultimes réactions à la prise de contrôle de l'opérateur pétrolier national (PDVSA) par le Président Chavez et son mouvement de « révolution bolivarienne ». Après un recul du PIB de près de 10% en 2002 et le flottement du bolivar, l'arrêt brutal de la production pétrolière au début de l'année 2003 a fait penser un moment que tout pouvait basculer. Toutefois, l'administration a été en mesure d'augmenter la production rapidement malgré le licenciement d'une partie du personnel de PDVSA. L'opposition est sortie affaiblie de cette passe d'armes. Une demande de référendum sur le maintien du Président a été déposée, mais cette procédure, si elle devait aboutir, prendra du temps. Un contrôle des changes et un nouvel ancrage ont été instaurés en janvier 2003 au pire de la fuite des capitaux. Initialement sous pression, les réserves de change se sont redressées avec la reprise de la production pétrolière et le maintien du prix du brut à un niveau élevé. Compte tenu de l'effondrement du PIB en début d'année, les prévisions pour 2003 font état d'une baisse annuelle de 15 à 20%. Les perspectives du pays restent liées à l'évolution de la situation politique. Sur ce plan, il est difficile d'être optimiste tant la polarisation du pays entre les pro-Chavez et le reste de la population est importante. Dans ce contexte, une amélioration durable de la croissance économique paraît peu probable.

Le Mexique a rejoint le Chili dans le groupe des bons élèves de la région, avec une notation « investment grade » accordée par Standard & Poors en février 2002. L'orthodoxie des politiques économiques, une faible inflation et la forte intégration dans l'économie mondiale ont permis à ces pays d'accompagner l'assouplissement monétaire enregistré par les Etats-Unis depuis 2001. Le maintien de la dette publique sur une trajectoire soutenable a toutefois nécessité des politiques budgétaires procycliques. La stabilité économique ainsi obtenue s'est accompagnée d'une croissance

faible au Chili (-2.1% en 2002) et plus encore au Mexique (0.9%). La concurrence asiatique, notamment de la Chine, et l'appréciation du change jusqu'au premier trimestre 2002 ont pesé sur les parts de marché mexicaines. La dépréciation du peso mexicain depuis a entraîné une hausse transitoire de l'inflation et une inversion de la politique monétaire au premier trimestre 2003. Cette action devrait être suffisante pour atteindre la cible d'inflation fixée pour l'année. Les élections législatives de juillet 2003 ont conduit à un rééquilibrage des forces politiques. La réduction des marges de manœuvre du gouvernement paraît peu propice à l'avancée des réformes en cours (ouverture du secteur de l'électricité).

Dans cet ensemble régional, le Pérou fait exception avec une croissance supérieure à 5%, soit le plus fort taux des cinq dernières années. En 2001, l'élection du premier Président d'origine indienne a marqué le retour de la démocratie après l'ère Fujimori. La forte croissance a été initiée, en 2002, par d'importants projets miniers avec des effets positifs sur les autres secteurs de l'économie. Toutefois, les scandales politiques autour du nouveau président, l'opposition farouche à la privatisation des opérateurs publics locaux en 2002 et les violences qui ont accompagné les contestations des enseignants en 2003 ont conduit à une forte désaffection vis-à-vis du monde politique.

En Colombie, le Président Uribe (élu en juillet 2002) continue au contraire de bénéficier d'une forte popularité. Son action déterminée contre les mouvements de guérilla (y compris d'extrême-droite), la proposition d'une grande réforme fiscale et politique soumise à référendum en octobre 2003 et la poursuite de bonnes relations avec le FMI et l'administration américaine sous-tendent l'amélioration économique enregistrée depuis 2002. Toutefois, la grave crise économique du Venezuela voisin pèse sur la croissance qui reste limitée à près de 1.5% par an.

#### *Argentine : le retour*

L'effondrement du peso argentin en 2002 a d'abord été suivi d'une forte contraction du PIB (-11% sur l'année) et d'une hausse brutale de l'inflation (+41%). La stabilisation a eu lieu mi-2002 avec la reprise des dépôts bancaires et l'arrêt de la dépréciation du change autour de 2.5 pesos par dollar (par rapport à une parité de 1 avant le flottement). Malgré des décisions peu orthodoxes (gel initial des dépôts bancaires et des prix des services), souvent erratiques (pesification asymétrique des actifs et des passifs) et parfois contradictoires, l'administration du président intérimaire

Duhalde a réussi à stabiliser une situation considérée au départ comme désespérée. Une économie fortement dollarisée, endettée en devises étrangères qui laisse flotter sa monnaie... Il était a priori difficile de savoir où pouvait se stabiliser le taux de change (les prévisions du début 2002 pour la fin de l'année variaient entre 5 et 8). Les contrôles mis en place initialement et progressivement relâchés ont permis à l'ensemble des agents économiques de reformuler leurs anticipations à froid et non dans la panique d'une dynamique de crise. Le succès de cette stabilisation est également venu de l'absence de dérapage inflationniste (seulement 8% attendus pour 2003), fruit du contrôle partiel des prix et d'une récession très profonde. Du coup, la dépréciation réelle du change est restée importante et la reprise économique s'est concrétisée au cours du second semestre 2002 grâce à une amélioration sensible de la compétitivité.

Le secteur exportateur a joué un rôle central dans la reprise de l'activité économique. Il a permis de rétablir les circuits de financement que les abandons de créances et la situation catastrophique des banques au début 2002 avaient interrompus. Pour que la dynamique de croissance puisse se maintenir, il faut que l'amélioration des circuits de financement se poursuive, ce qui passe par une reprise du crédit bancaire. Comme la plupart des agents économiques (entreprises, Etat, ménages), les banques n'ont plus de problème de liquidité. Elles bénéficient de la hausse des dépôts bancaires. Mais leur bilan reste plombé par leur exposition aux titres de dette de l'Etat argentin et par les conséquences de la pesification asymétrique décidée début 2002.

Depuis mai 2003, le pays dispose d'un président élu, Nestor Kirchner. Sur le plan économique, les prochaines étapes importantes vont être l'obtention d'un accord pluriannuel avec le FMI (septembre 2003) et la renégociation de la dette externe. Ces deux éléments sont de nature à améliorer la solvabilité de l'Etat, et par voie de conséquence le bilan des banques, permettant à ces dernières de recycler dans l'économie les importantes liquidités dont elles disposent.

#### **Asie : la montée en puissance de la Chine**

En 2003, comme en 2002, les performances de l'Asie émergente font toujours de cette zone la « région phare » de l'économie mondiale. Cependant, le fléchissement mondial amorcé au dernier trimestre 2002, puis l'épidémie du syndrome respiratoire atypique sévère (SRAS) survenue au premier trimestre 2003 ont ralenti la croissance de la région : de 6% en 2002, elle passerait à 5% en 2003. Sous des hypothèses

relativement optimistes concernant l'environnement international, la Banque asiatique de développement prévoit pour 2004 un retour à un rythme de croissance de 6%.

L'épidémie du SRAS, maîtrisée au cours du deuxième trimestre 2003, a produit une baisse de l'activité estimée à environ 0.6 point de PIB sur l'ensemble de l'année pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les économies les plus affectées sont Hong-Kong (1.5 point de PIB) et Singapour (entre 0.8 et 1.7 point), en raison de leur rôle de plaque tournante dans le trafic aérien et de l'importance du tourisme, et des services en général, dans leur économie. La Malaisie et la Thaïlande sont aussi touchées (environ un demi-point de croissance). Pour la Chine, les estimations vont de 0.2 point de croissance à environ 1 point.

Au-delà de ce choc exceptionnel, le fléchissement de la croissance en 2003 était déjà à attendre du ralentissement observé aux Etats-Unis et en Europe depuis la fin 2002. La forte ouverture commerciale de nombreuses économies asiatiques les rend très sensibles à l'évolution de la demande mondiale. Dans la plupart de ces pays, la reprise de 2002 avait été tirée non seulement par la consommation privée mais aussi, au premier semestre, par les exportations. L'investissement des entreprises n'a toujours pas pris le relais, en raison notamment de la persistance de surcapacités et de la fragilité des systèmes bancaires nationaux.

La faiblesse de l'investissement interne associée à des taux d'épargne qui restent élevés explique que depuis 1999 l'ensemble des pays émergents d'Asie a une balance courante excédentaire. En 2002, la région a encore amplifié son excédent courant (117 milliard de dollars). Elle a de plus reçu d'importants flux d'investissements directs (44 milliard de dollars en termes nets). Les réserves en devises ont ainsi augmenté très fortement (+170 milliard de dollars), jusqu'à atteindre 953 milliard de dollars, soit 40% du total mondial. Cette accumulation de devises, en grande partie sous forme de bons du trésor et titres américains, permettrait aux économies asiatiques de contrer d'éventuelles attaques de leurs monnaies comme elles en ont connu en 1997 ; actuellement elle leur permet de résister aux pressions qui s'exercent à la hausse de leurs monnaies.

#### *Chine et Inde en tête en 2003*

La croissance chinoise a été forte en 2002 (8%) et s'est accélérée au premier trimestre 2003 (9.9%). Elle est portée par l'investissement public en capital fixe (+15% en 2002), par les investissements étrangers qui atteignent des niveaux records (52

milliard de dollars en 2002 et une progression de 50% au cours du premier trimestre 2003). Après un fléchissement en 2002, la croissance indienne, moins sensible à la conjoncture extérieure que celle des autres économies d'Asie, devrait se redresser en 2003 et l'Inde reviendrait, derrière la Chine, en tête de la croissance régionale. Le fléchissement de 2002 (4.4%) provient d'une baisse de la production agricole due aux conditions climatiques ; mais, hors agriculture, la progression perdure et devrait atteindre 6% en 2003. Les services continuent à tirer la croissance (7.5% en 2002) et l'Inde, devenue depuis 2000 le premier exportateur mondial de services informatiques, a accru ses exportations dans ce domaine de 25% en 2002. L'industrie a enregistré une nette accélération de sa production (5.4% en 2002) grâce à de bonnes performances à l'exportation (+11%).

Parmi les autres pays, la Corée est l'un de ceux où la situation économique la plus solide : la croissance en 2002 (6.3%) a été tirée par la demande des ménages (grâce à l'essor du crédit à la consommation) et par les exportations (+7.5%). Ce sont les services qui ont le plus contribué à la croissance coréenne, mais les restructurations industrielles sont en bonne voie, la productivité dans l'industrie en forte croissance (+10%) et le chômage en baisse. En 2003, le resserrement du crédit à la consommation ralentira la croissance : les prévisions vont de 3.5 à 5%.

La Thaïlande émerge comme l'une des économies les plus dynamiques de la région, avec une croissance de 5% en 2002. Au premier trimestre 2003, l'accélération de l'activité industrielle (14%) est sous-tendue par l'essor des exportations (+20%). Les exportations vers l'ASEAN, qui représentent un cinquième des exportations thaïlandaises, progressent de 20%. Elles bénéficient de l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier 2003, de l'accord de libre-échange entre six des pays membres de cette association (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Brunei). Le débouché chinois est beaucoup moins important (7% des exportations), mais la progression sur ce marché est très forte (85%). Cependant, les grands pays industriels constituent le principal marché de la Thaïlande (la moitié de ses exportations), ce qui laisse augurer un fléchissement de son dynamisme à l'exportation dans la seconde partie de l'année 2003.

### *Hong-Kong et Taïwan : la déflation*

La situation est moins brillante dans les deux économies les plus liées à la Chine continentale, Taïwan et Hong-Kong. A Taïwan, la demande intérieure est peu



dynamique. Le taux de chômage atteint un niveau record pour le pays (5.4%), et la déflation amorcée en 2002 devrait se prolonger en 2003 et 2004. La croissance ne se maintiendra au rythme de 2002 (3.5%) que si la demande extérieure soutient les exportations, ce qui est loin d'être certain. Les délocalisations des productions industrielles en Chine se sont accélérées depuis 1999 et près de la moitié de la production des firmes taïwanaises dans l'industrie électronique est désormais faite sur le continent. Les services devront prendre le relais de l'industrie manufacturière qui se vide de sa substance ; dans cette perspective, l'assainissement du système financier devient une tâche urgente.

A Hong-Kong, un programme de relance (baisse des tarifs publics, allègements fiscaux, en tout 0.6% du PIB) a été adopté par le gouvernement pour atténuer le choc de l'épidémie du SRAS qui est venu aggraver une situation économique interne déjà très fragile. Hong-Kong est depuis quatre ans dans une phase de déflation. Le recul des prix (-1.7% en moyenne annuelle pour les prix à la consommation sur les années 1998-2001) s'est accentué en 2002 (-3%). La reprise économique de 2002 (+2.3%) a été due uniquement à celle des exportations, la contribution de la demande interne étant négative (-1.3 point). Le taux de chômage atteint 8% en 2003. La déflation résulte de l'intégration croissante de l'économie hong-kongaise à la Chine continentale (précisément à la province voisine de Canton) qui produit une forte pression à la baisse des prix alors que la réaction de la politique monétaire est contrainte par le currency board. La contraction de l'investissement s'explique par une nouvelle phase de délocalisation vers la Chine touchant cette fois les services. En juillet 2003, un accord de close economic partnership a été conclu entre la Chine et Hong-Kong : il prévoit, entre 2004 et 2006, une libéralisation du marché chinois pour les produits de Hong-Kong et des facilités d'implantation pour les entreprises hong-kongaises de services. L'effet attendu de cet accord est de freiner les délocalisations vers la Chine et d'améliorer l'attractivité de Hong-Kong pour les investisseurs étrangers.

### *La Chine : frein ou locomotive ?*

Ainsi à Hong-Kong comme à Taïwan, la baisse de l'investissement local au profit des investissements sur le continent chinois freine la croissance et entretient la déflation. Par ailleurs, depuis que le taux de change du renminbi, dans le sillage du dollar, s'est fortement déprécié vis-à-vis des autres monnaies, la Chine est fréquemment

accusée par ses partenaires de bénéficier d'une compétitivité excessive due à la sous-évaluation de sa monnaie (que certains estiment à plus de 20%) et de contribuer à propager la déflation. Des pressions internationales s'exercent sur la Chine pour qu'elle cesse de contenir l'appréciation de sa monnaie par l'accumulation de réserves de change. Il est probable que les autorités chinoises résisteront à ces pressions comme elles avaient résisté aux pressions internes à la dévaluation en 1997-1998. Cependant, pour ralentir l'expansion des réserves de change (elles ont crû de 54 milliard de dollars au cours du premier semestre 2003 en raison de l'afflux d'investissements directs et d'entrées de capitaux non identifiés), les autorités comptent sur l'augmentation des importations (l'excédent commercial est tombé de 10 à 3 milliard de dollars entre les cinq premiers mois de 2002 et de 2003) ainsi que sur les investissements chinois à l'étranger. A terme seulement, elles envisagent d'assouplir le régime d'ancrage au dollar en élargissant les bandes de fluctuation actuellement très étroites.

La montée en puissance de la Chine suscite des craintes mais le développement du marché chinois crée aussi des attentes. Il est cependant prématuré d'envisager que l'économie chinoise puisse tirer la croissance asiatique. Pour les économies d'Asie de l'Est et du Sud-Est, le commerce intrarégional prend de plus en plus d'importance et la Chine est en grande partie responsable de cette polarisation régionale des flux d'échanges : sa contribution aux échanges intrarégionaux est passée en vingt ans de 7-8% à 18%. Le moteur de ces échanges est une segmentation internationale de plus en plus poussée des processus de production (échanges de produits intermédiaires et de composants). La majeure partie des exportations du Japon et des économies les plus développées de la région est destinée à alimenter leurs industries délocalisées sur le continent. La Chine sert ainsi de relais à leurs exportations vers les Etats-Unis et l'Europe, mais elle ne constitue pas actuellement un marché dont la demande serait autonome. L'ouverture du marché intérieur consécutive à l'adhésion chinoise à l'OMC fin 2001 commence cependant à faire sentir ses effets. Si, en 2002, ce sont encore les besoins des industries d'assemblage qui ont tiré les importations chinoises, au cours des cinq premiers mois de 2003, les importations à destination du marché intérieur ont bondi de 55% non seulement sous l'effet de l'augmentation des importations de pétrole, mais aussi de la demande de produits manufacturés, et notamment d'automobiles (+123%). A terme, l'ouverture et la croissance de l'économie chinoise lui donneront un rôle moteur dans la croissance asiatique. Mais, actuellement,

le marché intérieur chinois reste encore étroit : il a une capacité d'absorption des produits asiatiques que l'on peut estimer à la moitié de celle de l'ASEAN.

### **Afrique : de nouvelles déceptions**

La croissance économique de l'Afrique a légèrement reculé en 2002 (3.4% après 3.6% en 2001), et les performances des différents pays sont restées très inégales. Les pays exportateurs de pétrole, notamment le Nigeria, ont subi l'abaissement des quotas de production de l'OPEP. Le recul des cours internationaux de certains produits de base – coton (Mali, Burkina Faso), café (Ethiopie) – a pesé sur la croissance de plusieurs pays. Les mauvaises conditions climatiques qui ont touché l'Afrique australe, la Corne de l'Afrique et la zone sahélienne occidentale se sont traduites par des baisses substantielles de leurs productions agricoles et par des famines touchant près de 38 million de personnes. La persistance de conflits dans plusieurs pays (Liberia, Soudan, Zimbabwe) a contribué au ralentissement de la croissance, à l'accélération de l'inflation et à l'aggravation de la pauvreté. La crise politique en Côte-d'Ivoire a empêché toute croissance en 2002 et se traduira par un net recul en 2003. Les pays voisins, Mali, Burkina Faso et Niger, sont touchés, souffrant notamment de la perte d'accès aux facilités portuaires d'Abidjan.

Les perspectives du FMI, se basant sur une amélioration de l'environnement international et sur une remontée des prix des matières premières, retiennent l'hypothèse d'une croissance de 4% en 2003 pour l'ensemble de l'Afrique. Le FMI note que certains progrès ont été enregistrés dans le domaine des finances publiques et se traduisent notamment par un recul de l'inflation. Mais les conditions d'une croissance plus forte ne sont pas encore réunies. Les taux d'investissement et d'épargne sont insuffisants et les investissements étrangers demeurent faibles, excepté dans quelques pays tels que Maurice ou le Mozambique. Le NEPAD (nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) initié en 2001 par cinq chefs d'Etat africains constitue un cadre d'action pour la création des conditions du développement. Il repose sur l'articulation de trois priorités : réévaluation du rôle de l'Etat et des institutions, investissement dans les secteurs prioritaires (y compris dans les grands projets régionaux d'infrastructures) et mobilisation des ressources financières internes et internationales. Entériné par le G8 à Gênes (juillet 2001) puis inclus dans le Plan d'action pour l'Afrique adopté par les Huit en 2002 à Kananaskis, le NEPAD devait être véritablement lancé lors du sommet d'Evian de juin 2003. Mais, dans le climat de tensions né de la guerre en Irak, les

engagements des membres du G8 qui auraient dû être concrétisés à cette occasion ne l'ont pas été.

Ainsi, l'initiative commerciale en faveur des pays africains proposée par la France en février 2003 n'a pas été reprise par l'ensemble du G8. Il s'agissait de suspendre, en attendant l'issue du cycle de Doha, les aides aux exportations agricoles des pays industrialisés qui pénalisent les producteurs africains ; de créer pour les pays d'Afrique un système de préférences commerciales commun à tous les pays développés, aligné sur le régime le plus favorable ; de réduire les effets de la volatilité des prix des matières premières par la mise en place de systèmes de prix garantis ou de mécanismes d'assurance.

Un tel système commercial maintiendrait le principe d'un accès préférentiel aux marchés du Nord pour les producteurs africains alors qu'une ouverture multilatérale le ferait disparaître. Or cette disparition pénalisera les producteurs africains, réduisant les gains qu'ils peuvent attendre de la libéralisation des marchés du Nord. Si, aujourd'hui, l'ouverture de ces marchés est revendiquée aussi bien par les pays du Sud que par les producteurs du groupe de Cairns, différentes estimations tendent à montrer que les gains à en attendre iront beaucoup plus largement aux seconds.

#### **Bibliographie**

---

Asian Development Bank (2003) – Asian Development Outlook, [www.adb.org](http://www.adb.org).

FMI (2003) – World Economic Outlook, avril, [www.imf.com](http://www.imf.com).

Institute of International Finance (2003) – Regional Overview : Latin America, mars, [www.iif.com](http://www.iif.com).